

## 6 JUILLET 1944, VICHY, PETAIN REND HOMMAGE A PHILIPPE HENRIOT

### La signification d'une cérémonie

Le 28 juin 1944, Philippe Henriot, ministre secrétaire d'Etat à l'Information et à la Propagande, est tué, dans son appartement de la rue de Solferino, siège parisien de son ministère, par un commando de résistants (16 hommes répartis en trois équipes) dirigé par Charles Gonard (alias Morlot) qui a réussi à pénétrer dans l'immeuble, faiblement gardé, en utilisant de fausses cartes des Milices Révolutionnaires Françaises<sup>1</sup>, puis à se faire ouvrir la porte par Henriot lui-même. S'agit-il d'une tentative d'enlèvement qui aurait mal tourné<sup>2</sup> ? Les interrogations demeurent à ce sujet, tout comme celles qui tiennent aux commanditaires de cette opération<sup>3</sup>.

L'évènement a immédiatement un énorme retentissement. Henriot, ancien député de la droite catholique de la Gironde, connu pour son goût de la provocation à la Chambre des députés dans les années 1930, est devenu un collaborationniste fervent, un conférencier actif au service de Vichy, est entré dans la Milice en 1943, puis au début de 1944, est devenu, avec le soutien actif de l'occupant allemand, le responsable suprême de l'Information et de la Propagande. Il s'y est signalé par des diatribes quotidiennes à Radio Nationale<sup>4</sup>, contre les Anglais, les communistes, les résistants de toutes obédiences et les Juifs. La violence de ses propos, notamment au lendemain de la fin du maquis des Glières, en ont fait l'un des symboles de la radicalisation du régime de Vichy, désormais en voie de fascisation et d'alignement total sur l'Allemagne. Son talent oratoire lui vaut un écho, difficile à mesurer avec certitude<sup>5</sup>, mais sans doute important. Il est donc devenu pour les résistants l'un des ennemis les plus redoutés et les plus dénoncés ; l'on connaît la célèbre passe d'arme qu'il eut avec Pierre Dac ; l'on sait moins que ses propos et sa personne furent visés explicitement par des dirigeants de la Résistance. Pour autant, aucun document ne permet d'affirmer que l'ordre de l'abattre soit venu de Londres, comme l'écriront pourtant une partie de la presse collaborationniste et les organes de la propagande allemande, dont le chef Goebbels accuse les services secrets britanniques.

La mort du ministre de l'information, devenu la « voix » du régime de Vichy a un écho national immédiat. Henriot est le premier homme politique d'importance nationale abattu par la Résistance, et

---

<sup>1</sup> Les Milices Révolutionnaires Française sont une officine collaborationniste dirigée par Pierre Costantini (1889-1986). Son nom officiel était « Ligue française d'épuration, d'entraide sociale et de collaboration européenne ». Ses effectifs n'ont pas dépassé le chiffre de 2000 à 3000 adhérents pour toute la France, dont un nombre important de personnes adhérentes d'autres organisations collaborationnistes. Jean-Marc Berlière, *Polices des temps noirs*, Perrin, 2018, pages 643-650.

<sup>2</sup> Après-guerre, certains résistants (par exemple Marcel Degliame du mouvement *Combat*) ont évoqué des préparatifs d'enlèvement d'Henriot dès 1942. Jean-Louis Crémieux-Brilhac, évoque un projet d'enlèvement préparé à Londres en mai 1944 (*La France Libre*, Gallimard, 1996, page 717).

<sup>3</sup> Le détail de l'opération qui aboutit à la mort de Philippe Henriot est développé dans l'ouvrage de Christian Delporte, *Philippe Henriot, La résistible ascension d'un provocateur*, Flammarion, 2018.

<sup>4</sup> Il prononce chaque jour deux éditoriaux sur Radio Nationale, le premier à 12 heures 40 et 13 heures 40, le second à 19 heures 40 et 21 heures 40.

<sup>5</sup> Afin de mesurer l'audience réelle de Philippe Henriot, un sondage avait été commandé par le Service de sondages et statistiques (SSS) créée par des résistants (Barioux, Copeau, Morandat) en lien avec la délégation de la France Combattante. Cette demande est en elle-même un indice que ses éditoriaux biquotidiens inquiétaient à Londres, du côté du gouvernement britannique, comme du côté de la France Libre.

ce, quelques semaines après le débarquement de Normandie. Cet assassinat montre que la Résistance peut agir partout et contre n'importe qui, qu'aucun des hommes engagés dans la collaboration n'est désormais à l'abri. Si la guerre et l'occupation sont loin d'être terminées, l'assassinat d'Henriot montre que les jours du pouvoir officiellement en place sont comptés. Cela peut entraîner deux conséquences : les plus habiles et les plus opportunistes peuvent désormais faire preuve de prudence, dans la perspective d'un changement de pouvoir qui s'annonce. D'autres au contraire, pris dans une logique de radicalisation, fondée sur une forme de nihilisme mortifère, s'engagent dans un cycle de violence et de représailles ; dans son journal, la Milice appelle à venger Henriot : « *Le milicien Philippe Henriot est mort et c'est à nous qu'il appartient de garder intacte sa mémoire, de frapper ceux qui, de près ou de loin, ont préparé le crime* »<sup>6</sup>. Le 28 juin, Paul Touvier, chef du deuxième service régional de la Milice à Lyon désigne sept otages juifs et les fait assassiner à Rillieux La Pape le 29 juin ; à Mâcon, le 28 juin, cinq notables réputés de gauche, sont abattus ; il faut une intervention du préfet et une intervention de Vichy pour faire cesser le massacre. Le 29 juin, trois personnes sont abattues à Rennes ; le 7 juillet, un commando de miliciens assassine Georges Mandel en forêt de Fontainebleau. La mort de Philippe Henriot ouvre la dernière phase de répression sanguinaire et aveugle conduite par la Milice et ses associés.

Le 2 juillet, ont lieu les obsèques nationales à Paris. La presse collaborationniste en rend compte abondamment, multipliant les reportages et les photographies. Le corps de Philippe Henriot est exposé sur le parvis de l'hôtel de Ville, le conseil municipal, peu pressé d'apparaître aux ordres et soucieux de ménager l'avenir, ayant refusé que l'on utilise le salon d'honneur. Suit une cérémonie religieuse à Notre-Dame, présidée par Mgr Suhard, archevêque de Paris qui donne l'absoute, mais ne va pas jusqu'à prononcer une oraison funèbre qu'avaient demandé les Allemands ; il quitte Notre-Dame dès la fin de la cérémonie<sup>7</sup>. On y note la présence de nombreux membres du gouvernement, Laval, Marion, Cathala, Bonnard, Bichelonne, Déat, Grasset, Bridoux, Blehaut, Chasseigne, Gabolde, Darnand, de représentants des autorités d'occupation et notamment d'Otto Abetz, ambassadeur d'Allemagne. Une foule nombreuse suit le cortège<sup>8</sup>.

---

<sup>6</sup> *Combats*, 1<sup>er</sup> juillet 1944 sous la plume de Francis Bout de l'An, secrétaire général de la Milice.

<sup>7</sup> Cette prudence ne lui vaudra pourtant pas l'absolution (si l'on peut dire) à la Libération. L'estimant trop compromis, De Gaulle refusera le 26 août 1944 que le cardinal Suhard assiste au *Te Deum* donné à Notre-Dame. On comptabilise de nombreuses messes dans les grandes villes de province, pour lesquelles la hiérarchie catholique adopte des attitudes variables : ainsi à Lyon où le cardinal Gerlier dit la messe. Certains prélats en sont absents à Lille, Toulouse, Limoges, dont l'évêque Mgr Rastouil sera placé en résidence surveillée le 7 juillet.

<sup>8</sup> Il est difficile d'interpréter la présence de cette foule : soutien à la collaboration, curiosité ?

Le maréchal Pétain n'est pas présent, mais a fait se déplacer la musique de sa garde personnelle. Il a adressé le 28 juin un message de condoléances à Madame Henriot : « *Je rends hommage à la mémoire de votre mari, à son courage et à la foi qui l'animait. Je prie Dieu de vous donner la force de supporter une si douloureuse épreuve qui vient s'ajouter à tant d'autres qui meurtrissent le pays* ». Cet hommage a été jugé peu chaleureux<sup>9</sup> par la plupart des amis politiques d'Henriot qui n'ont pas manqué de critiquer Pétain sur ce point. Il est vrai qu'Henriot n'avait pas été choisi par Pétain en janvier 1944, mais lui avait imposé par les Allemands. D'autre part, les relations entre les deux hommes ont connu des hauts et des bas. Après une rencontre plutôt chaleureuse lors de la venue de Pétain à Paris en avril, des différents les opposent et notamment un fait récent ; à la mi-juin, Henriot a fait publier une note de service exigeant que tout communiqué d'un ministère et même du cabinet du chef de l'Etat lui soit soumis pour validation ; le chef de file du service de presse, Henri Yvan, ayant passé outre, Henriot le fait arrêter le 24 juin par la Milice, puis transférer au Petit Casino, lieu des basses œuvres de celle-ci à Vichy, sans en informer le maréchal. La colère de celui-ci avait abouti à la libération d'Ivan ; mais le différent avait laissé des traces<sup>10</sup> ! Malgré la demande de Xavier Vallat, proche d'Henriot, Pétain refuse de prononcer une allocution à la radio en mémoire d'Henriot. C'est Laval qui se charge de cette tâche le 28 juin à 13 heures 20, heure habituelle des éditoriaux du ministre de l'Information. Surtout, la mort d'Henriot survient à un moment politique majeur. Depuis la fin de l'année 1943 et la *Marshallkrise*, Pétain qui a eu des velléités d'autonomie, a envisagé de publier une nouvelle constitution, a été « recadré » par l'occupant, qui lui a imposé un remaniement ministériel important, une accentuation de la collaboration. Pourtant, les collaborationnistes lui reprochent de ne pas aller assez loin dans ce sens et peut-être de préparer



A la sortie de l'église Saint Louis, Pétain est salué par la chanoine Côte, qui vient de célébrer la messe en mémoire d'Henriot. Médiathèque de Vichy Fonds patrimoniaux 836 845



Sur le parvis de l'église Saint Louis, le corps diplomatique. Au premier plan, le nonce Valerio Velari et l'ambassadeur du Japon, Mitani. Derrière eux, le comte de Bailen, chargé d'affaires de l'Espagne., puis Seyri Berker, ambassadeur de Turquie; à droite Bobrik, ambassadeur de Hongrie. Tout au fond, on distingue le visage de Renthe Fink, représentant de l'Allemagne auprès de Pétain. Médiathèque de Vichy, Fonds patrimoniaux 836 846

<sup>9</sup> Maurice Martin du Gard parle de « *quatre lignes de condoléances sèches* », La chronique de Vichy, Flammarion 1948, page 504.

<sup>10</sup> Maurice Martin du Gard, op.cit. Page 505.

en sous-main un renversement d'alliances. Pétain, assez largement marginalisé, qui ne préside même plus les conseils des ministres qui se déroulent pour la plupart à Paris, souvent isolé au château du Lonzat ou dans un Vichy de plus en plus déserté par les ministres et les diplomates, apparaît comme réduit à une fonction symbolique. Les collaborationnistes entendent se saisir de l'occasion, la mort d'Henriot, pour obtenir la concrétisation de leurs exigences. La mort d'Henriot est donc l'occasion d'un nouvel affrontement entre Vichy et Paris. La cérémonie qui se déroule à Vichy le 6 juillet en est une illustration. L'église Saint Louis, devenue depuis 1940 « la cathédrale » du régime en sera le lieu. Alors que sonne le glas, des membres de la Franc-Garde de la Milice prennent place sur le parvis ; un cénotaphe drapé de tricolore est placé dans le chœur. Tambours et clairons jouent la sonnerie « Aux Champs » pour accueillir le chef de l'Etat, accompagné des membres de ses cabinets, civil et militaire. Pétain est accueilli par le chanoine Cote, curé de Saint Louis qui le conduit jusqu'au chœur et donnera l'absoute<sup>11</sup>. Sont présents Mme Henriot et ses enfants, les collaborateurs du ministre, notamment Charles Filippi, son directeur de Cabinet et plusieurs ministres, bien moins nombreux que lors de la cérémonie parisienne. Seuls sont présents Marion, Bridoux, Bléhaut, et Grasset. Laval n'est pas présent, pas plus que Déat qui, depuis septembre 1940, refuse de revenir dans ce qu'il appelle « *le bocal* » de Vichy. Le corps diplomatique est certes représenté, mais de façon très partielle ; en effet, depuis 1940, nombreux sont les pays qui n'ont plus de représentations diplomatiques à Vichy, par exemple depuis 1943 la plupart des pays d'Amérique du Sud. Seuls sont présents, les ambassadeurs du Saint-Siège (Valerio Valeri nonce apostolique), du Japon (Mitani), de Roumanie (Dinu Hiott), de Hongrie (Bobrik), de Bulgarie (Kiroff) de Turquie (Servri Berker) et...de Monaco (De Malville). Si l'on ajoute la présence du consul allemand à Vichy, Renthe-Fink et de Struve, chef de la délégation de l'ambassade allemande à Vichy, l'on notera que le corps diplomatique se réduit à l'Allemagne et aux pays qui sont ses alliés ou ses vassaux. Prudemment, plusieurs ambassadeurs sont absents ou représentés par un chargé d'affaires : c'est le cas de l'ambassadeur de Suisse, Walter Stucki, et de celui d'Espagne, Lequerica<sup>12</sup>. La cérémonie de Vichy traduit donc, y compris visuellement, l'isolement grandissant dans lequel se trouve le gouvernement de Vichy sur le plan international.

---

<sup>11</sup> L'on notera l'absence de l'évêque de Moulins, Mgr Jacquin.

<sup>12</sup> Il faut rappeler que depuis septembre 1943 et le renversement de Mussolini et l'armistice signé par Badoglio, il n'y a plus de représentation diplomatique italienne à Vichy. Les locaux de celle-ci, 62 avenue Paul Doumer, sont désormais occupés par des services de l'ambassade du Japon.

Elle est également l'occasion d'un nouvel affrontement entre le gouvernement et les ultras de la collaboration. Beaucoup de ces derniers ont estimé que Pétain s'était trop peu engagé et lui ont reproché d'être venu en costume civil et non en uniforme, ce qui aurait donné, selon eux, une plus grande solennité à sa présence. Les plus radicaux de ces collaborationnistes ont décidé de donner le nom de Philippe Henriot à une rue de Vichy et ont apposé, probablement le 6 juillet, des affichettes à son nom sur les plaques de la rue Wilson, sans en avoir averti la municipalité ; la presse parisienne s'en réjouit bruyamment. Cela ouvre une mini crise entre le gouvernement, la municipalité et le PPF qui est à l'origine de cette initiative. Le maire de Vichy, Léger, menace de démissionner, et il faut une intervention de Laval pour que les affichettes au nom d'Henriot soient retirées. Léger, peut-être en réplique, peut-être par prudence, est absent de la messe d'hommage à Henriot, alors qu'il avait participé à quasiment toutes les cérémonies organisées par « l'Etat Français » depuis 1940.

Isolé diplomatiquement, en froid avec la municipalité de la capitale provisoire, Pétain doit faire face, de plus à une offensive en force des collaborationnistes, y compris de certains membres de son gouvernement. C'est le 5 juillet qu'est rédigée par ceux-ci une déclaration adressée à Abetz et publiée le 10 appelant à une modification du gouvernement et de sa politique dans le sens d'une collaboration poussée à son extrémité :

#### *Déclaration commune sur la situation politique*

*L'assassinat de Philippe Henriot liquide brutalement notre propagande nationale dans la forme où elle gênait les Alliés. Sa mort est une perte irréparable pour la France, une grande défaite pour le Gouvernement, frappé dans celui de ses porte-paroles qui pouvait paraître exprimer chaque jour sa pensée politique.*

*Ce malheur survient au moment où la conjoncture générale est très peu favorable au Gouvernement. Le débarquement anglo-américain, la chute de Cherbourg, l'imminence de nouveaux débarquements, les progrès de l'offensive russe, la crise du ravitaillement et des transports, ont créé une atmosphère extrêmement propice à l'anarchie organisée sur notre sol par les Alliés.*

*Un certain délai s'écoulera sans doute avant que les Allemands ne livrent aux Anglo-Saxons une bataille décisive. D'ici là, l'opinion se persuadera chaque jour un peu plus que l'Allemagne a perdu la guerre, et la situation intérieure ne cessera d'empirer. Nous sommes de la veille de la grande épreuve de force*



**Le Matin, 11 juillet 1944**

*entre le gouvernement -responsable de l'ordre et garant d'une politique qu'il n'a pas officiellement désavouée – et la « Résistance », appuyée sur des masses populaires profondément travaillée par la propagande alliée. Le but de la « Résistance » est sans doute la prise spectaculaire du pouvoir que l'anéantissement de ce qui subsiste d'un État organisé. Il faut néanmoins prévoir que l'entrée en ligne des forces communistes jusqu'ici en réserve, pèsera d'un poids très lourd sur le sort final de la communauté française.*

*L'épreuve de force s'engage dans les pires conditions. D'un côté, une volonté très nette, une constante affirmation qu'on a la force avec soi, une action gouvernementale purement défensive, minée intérieurement par le doute et l'hésitation.*

*L'impuissance des pouvoirs publics n'est plus ignorée de personne. L'audace et l'effectif de l'armée de désordre s'en accroissent d'autant. A tort ou à raison, les dernières déclarations du Chef de l'Etat et du Chef du Gouvernement ont été unanimement interprétées comme le signe d'un profond malaise. Il n'est pas un journaliste, pas un militant, pas un fonctionnaire surtout, qui n'ait le sentiment tout au moins confus, que le Gouvernement est fasciné et paralysé par l'hypothèse d'un prochain établissement des Anglo-Américains en France. Dans un pareil climat, la désagrégation de ce qui reste de l'Etat Français ne peut que se précipiter. Nous allons au chaos.*

*Imaginer que le Gouvernement puisse survivre aux prochains effondrements, c'est se leurrer profondément. Et d'ailleurs, cette survie que seules des considérations allemandes d'opportunité garantiraient, prendrait fin tout aussi bien avec une victoire allemande qu'avec la défaite allemande, dans l'hypothèse de cette défaite. Quelles que soient les assurances d'avenir que les Anglo-Américains aient pu donner personnellement à certains éléments vichyssois, elles ne vaudraient plus rien le jour où, devant une France en complète anarchie, le monde entier serait convaincu de la faillite professionnelle des hommes qui ont présidé depuis quatre ans à l'administration du pays.*

*C'est avec cette anarchie intérieure qu'il faut en finir au plus vite. Le mal est d'ordre politique. Il est né de l'absence d'une définition claire du choix de la France dans le conflit mondial, et des devoirs civiques qui découlent inéluctablement de ce choix. Des gestes et des actes lui prouveront que la force, la foi et l'intelligence sont de son côté, et non pas du côté de ses adversaires. Des milliers de fonctionnaires, des millions de Français, se rallieront à l'autorité lorsqu'elle se manifesterá. La trahison des uns, l'égarement des autres ne sont dus qu'à la défaillance de ceux qui doivent les commander.*

*Si l'on veut bien tenir pour évident que la politique de 1940, affirmée et renforcée, est la seule concevable, on en conclura qu'un gouvernement, quel qu'il soit, ne peut désormais maintenir la France qu'en affirmant sa force dans le cadre de cette politique.*

*Les actes essentiels qu'il faut accomplir se réduisent initialement à un petit nombre :*

1. *Sur le plan des déclarations, prise de position formelle et continue du Gouvernement ;*
2. *Retour à Paris du Gouvernement ;*
3. *Élargissement du Gouvernement par l'entrée d'éléments indiscutables ;*
4. *Réforme du fonctionnement intérieur du Conseil des Ministres qui doit être appelé à délibérer et à se prononcer sur la politique générale ;*
5. *Sanctions sévères, allant jusqu'à la peine capitale, à l'égard de ceux dont l'action encourage la guerre civile ou compromet la position européenne de la France.*

*C'est seulement à ce prix que l'État français reprendra figure. C'est seulement à ce prix que le Reich retrouvera à ses côtés une France capable de parcourir avec lui la dernière partie du chemin qui mène à la victoire de l'Europe.*

*Si ces conditions ne sont pas réalisées, l'Allemagne devra finir la guerre en traînant tout le poids d'une France plongée dans le chaos.*

*Ci-joint la liste des signataires : Abel Bonnard, Jean Bichelonne, Fernand de Brinon, Marcel Déat.*

*Ont signé également : Amiral Platon, Benoist-Méchin, Jean Luchaire, général Duchêne, Jacques Doriot, Georges Claude, René Dommange, Xavier de Magallon, Georges Albertini, Michel Alerme, Henri Barbé, Victor Barthélemy, Jean Bérard, Alphonse de Chateaubriant, Lucien Combelle, Pierre-Antoine Coustau,, Guy Crouzet, Georges Guilbaud, Pierre Drieu La Rochelle, Henri Lèbre, Charles Lesca, Jacques de Lesdain, Lucien Rebatet, Général Mangeot, Jacques Roujon, Dominique Sordet, Georges Suarez*

La charge politique portée par cette déclaration se situe à plusieurs niveaux :

- l'on note en premier lieu que, parmi les initiateurs et les signataires du texte, figurent plusieurs ministres et non des moindres, Déat, ministre du Travail, Bichelonne, ministre de l'Industrie, Bonnard, ministre de l'Education Nationale, Darnand, secrétaire général au maintien de l'Ordre et depuis peu ministre de l'Intérieur depuis le 14 juin, qui rédigent et/ou signent un texte dans lequel ils dénoncent « *l'impuissance des pouvoirs publics* », « *la désagrégation de l'Etat Français* » et « *une action gouvernementale minée par le doute et l'hésitation* ». Des ministres dénonçant les faiblesses de leur propre gouvernement est un fait rarement atteint dans l'histoire politique nationale. Si l'on ajoute que plusieurs anciens ministres figurent sur la liste des signataires (Platon, Benoist-Méchin), que, pour la première fois, Doriot et Déat signent un texte commun, l'on peut mesurer l'ampleur du défi qui est lancé à Pétain lui-même et à Pierre Laval, dont les noms ne sont même pas cités. La mort de Philippe Henriot a donc accéléré le processus d'éloignement entre les autorités officielles de Vichy d'une part, accusées d'atermoiements, de faiblesse ou de manœuvres dilatoires, et les partisans d'un engagement total aux côtés de l'Allemagne. Ces dissensions ont des racines anciennes ; dans le cas de Déat, qui semble être à la manœuvre dans la rédaction de ce texte, elles

remontent à l'été 1940, lorsque Pétain et Laval refusèrent son projet de parti unique ; les mois et les années qui ont suivi n'ont fait qu'accentuer les oppositions et Déat n'a cessé de dénoncer, dans ses éditoriaux de *L'Œuvre*, la mollesse de Vichy. Imposé par l'Allemagne à Pétain et Laval au ministère du Travail au début de 1944, il défie ouvertement le chef de l'Etat en refusant obstinément de se rendre à Vichy qui n'est pour lui que « la fausse capitale »<sup>13</sup>, y compris pour les Conseils des Ministres. L'on peut donc supposer que c'est à lui que l'on doit, dans cette déclaration, la demande d'un retour du gouvernement à Paris, réclamé depuis longtemps par les collaborationnistes. Poussant son action, Déat réitère toutes ces diatribes dans un éditorial du 13 juillet 1944 : [...] *Si la politique française, en ces heures décisives, se résume à ne rien décider, autant décréter la démission totale et définitive de notre ombre d'État. On ne se rallie pas autour d'une absence. Aucun chef n'a jamais groupé derrière lui le moindre partisan, si sa tactique est d'équivoque et de camouflage permanent* ». [...] Par la déclaration du 5 juillet, puis ses suites, Déat et ceux qui le suivent lancent un défi au chef de l'État et au chef du gouvernement.

A court terme, ce défi est perdu, puisque lors du conseil des ministres convoqué le 12 juillet, la plupart des ministres auteurs de la déclaration du 5 juillet, font, non pas amende honorable, du moins ne versent pas dans la surenchère. Si Bonnard semble maintenir sa position, Bichelonne, peu politique, se réfugie derrière de piteux arguments selon lesquelles sa signature lui aurait été extorquée. Déat, absent puisque refusant de venir à Vichy, ne peut que remâcher son échec et dénoncer « le dégonflage »<sup>14</sup> général et constater que « *Laval a marqué un point* »<sup>15</sup>.

Mais, à moyen terme, la fracture politique ouverte depuis des années entre Vichy et Paris, entre Pétain, Laval et les collaborationnistes s'exacerbe dans les jours qui suivent la mort de Philippe Henriot<sup>16</sup>. Pétain marginalisé, réduit à une fonction symbolique, privé de toute influence réelle, isolé diplomatiquement et politiquement dans sa capitale thermale désormais désertée ; Laval manœuvrant en coulisses pour tenter de renouer les fils rompus en 1940 avec le personnel parlementaire de la IIIe République, d'où sa prise de contact avec Edouard Herriot en vue d'une hypothétique réunion des Chambres, et dans l'espoir assurer une transition qui éviterait le pire, soit pour lui, la prise de pouvoir par les résistants gaullistes et communistes ; les collaborationnistes qui ne voient d'issue que dans un engagement total aux côtés de l'Allemagne, y compris militairement, pour éviter le bolchevisme et se sauver d'un destin qu'ils pressentent ; trois composantes du monde de la collaboration qui ont accumulé des rancunes, voire des rancœurs, dont les divisions, désormais béantes, affaiblissent encore leur capacité à s'opposer à l'irrésistible puissance des Alliés qui viennent de débarquer et des Résistants qui pressentent leur prochaine victoire. Ces dissensions vont

---

<sup>13</sup> Marcel Déat *Mémoires politiques*, Denoël, 1989, page 803.

<sup>14</sup> Marcel Déat, *op.cit.*, Denoël, 1989, page 854. Il présente Bichelonne comme quelqu'un qui « *n'était pas le moins du monde taillé pour faire un homme politique et qui se sentait perdu hors de sa technicité de virtuose, qui se conduisit comme un grand enfant* »

<sup>15</sup> Marcel Déat, *op.cit.* Page 854.

<sup>16</sup> Marcel Déat le reconnaît explicitement dans ses mémoires ; *op.cit.* Page 821, en écrivant : « *il ne faut situer le point critique qu'à la fin du mois de juin, après l'assassinat de Philippe Henriot* ».

se prolonger sur un mode tragi-comique dans l'exil à Sigmaringen, où ces trois factions continueront à se disputer la prééminence dans un autre « bocal ».

M.P